

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 27 JUIN 1911.

PROJET DE LOI ÉTENDANT LA COMPÉTENCE DES JUGES DE PAIX.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le projet de loi dont vous êtes saisis a pour objet de résoudre une question qui depuis de longues années préoccupe tous ceux qui s'intéressent au perfectionnement de notre organisation judiciaire : l'extension de la compétence des juges de paix.

On peut attendre de cette réforme, outre une réduction des frais de justice et une accélération de la procédure dans un certain nombre de procès, d'utiles effets pour amener dans une mesure sensible le désencombrement des tribunaux de première instance.

A côté de cette réforme principale, le projet apporte à nos lois d'organisation judiciaire et de procédure des modifications d'ordre secondaire qui seront indiquées plus loin.

*
* *

L'éloge de la juridiction cantonale n'est plus à faire. Lorsqu'un litige est devenu inévitable, le juge de paix y donne une solution aussi rapide que peu coûteuse. De là, la faveur dont jouit, en Belgique, cette juridiction d'accès facile pour les justiciables.

L'intégrité et le dévouement des magistrats qui y président a contribué encore à en populariser l'institution. Aussi la Commission nationale de la petite bourgeoisie ne faisait-elle que répondre au sentiment général, lorsque, terminant ses travaux, elle émettait le vœu de voir réaliser avant toutes autres réformes judiciaires celles qui concernent la justice de canton et

qu'en tête de ces réformes elle plaçait l'extension de la compétence des juges de paix.

Le projet de loi répond à ces vœux. Les articles 1, 2 et 3 augmentent la compétence générale et la compétence spéciale des juges de paix. S'inspirant de la loi française du 6 juillet 1905, ils portent le taux de la compétence générale, en dernier ressort de 100 à 300 francs, en premier ressort de 300 à 600 francs. Ils mettent en rapport avec ce taux les dispositions légales en vigueur qui règlent la compétence spéciale des tribunaux de paix.

L'article 3, dans le même ordre d'idées, attribue aux juges de paix la connaissance des demandes en pension alimentaire n'excédant pas, en totalité, 600 francs par an, fondées sur les articles 205, 206 et 207 du Code civil. Il s'agit là d'affaires soulevant surtout des questions de fait et au sujet desquelles l'influence conciliatrice du juge de paix est de nature à amener les plus heureux résultats.

Ce même article, en attribuant au juge de paix qualité pour autoriser une femme mariée, à défaut d'autorisation maritale, à ester en justice devant son tribunal, réalise une notable simplification.

Les dispositions dont il vient d'être parlé laissent debout l'article 17 du Code de procédure civil.

L'extension de compétence que tend à réaliser le projet aura le grand avantage de désencombrer les tribunaux de première instance des centres urbains, de rapprocher la justice des justiciables, de simplifier la procédure et de réduire les frais, en un mot, d'obtenir, dans un grand nombre d'affaires, une justice plus facile, plus prompte et plus économique.

Elle n'a rien d'excessif si l'on tient compte de la valeur de nos magistrats cantonaux, des conditions mises à leur recrutement, des garanties d'impartialité et de savoir qu'ils présentent. D'aucuns, invoquant l'abaissement de la valeur de l'argent et l'utilité que présente l'extension de la juridiction cantonale à des affaires d'importance modeste qui supportent malaisément les frais causés par une instance judiciaire devant les tribunaux d'arrondissement, jugeront peut-être la réforme trop timide. Le Gouvernement pense être resté dans de justes mesures en se rattachant au chiffre de 600 francs proposé, pour le premier ressort, par la Commission nationale de la bourgeoisie et qui a été adopté par le législateur français.

Si on peut être assuré que l'adoption des dispositions du projet relatives à l'extension de la compétence des juges de paix aura pour effet d'alléger, dans de notables proportions, la tâche des tribunaux de première instance, on pourrait moins exactement en déterminer dès à présent les conséquences au point de vue de la charge qu'elle entraînera pour la plupart des justices de paix. Les affaires dont la connaissance est enlevée aux tribunaux de première instance se répartiront, dans des proportions fort inégales, entre les différentes justices de paix de l'arrondissement. Un grand nombre pourront être résolues par des arrangements amiables.

Le Gouvernement aura, dès lors, dès l'entrée en vigueur de la loi, à en

suivre avec attention les résultats. Il tiendra à s'assurer, par un examen d'ensemble, de la somme de travail supplémentaire qu'elle impose aux magistrats cantonaux et il aura, éventuellement, à prendre l'initiative des mesures qui pourraient devoir être adoptées en vue de dégrever certaines justices de paix, comme aussi des modifications qui sembleraient devoir être apportées aux règles qui président à la fixation des traitements.

Mais, dès à présent, il est une mesure qui s'impose. La tâche des juges de paix des cantons de Bruxelles ne peut être dépassée. Pendant l'année judiciaire 1908-1909, le nombre total des affaires civiles terminées à l'amiable et par jugement s'est élevé respectivement, dans le premier canton de Bruxelles, à 1,393 et 907 affaires ; dans le deuxième canton, à 1,722 et 834 affaires, et dans le troisième canton à 1863 et 1847 affaires. Les actes de la juridiction gracieuse s'élèvent, eux aussi, à un chiffre respectable. Les causes, enfin, dont le tribunal de police a eu à connaître pendant l'année 1909 ont provoqué 17,165 jugements en matière de police et 1,224 décisions concernant le vagabondage et la mendicité.

L'augmentation des affaires civiles qu'entraînera nécessairement l'adoption du projet doit, dès lors, être contrebalancée par un dégrevement immédiat. L'article 4 crée, dans ce but, à Bruxelles, une justice de paix supplémentaire dont le titulaire sera exclusivement chargé du service du tribunal de police. Cette attribution à un seul magistrat des multiples affaires répressives dont les trois juges de paix de Bruxelles ont actuellement alternativement à connaître aura pour effet de décharger les trois juges de paix de Bruxelles d'un service important et d'assurer l'unité de jurisprudence en matière répressive dans les trois cantons.

La création de ce tribunal de police n'aura aucune répercussion sur la classification des justices de paix de Bruxelles. Celle-ci restera réglée par les dispositions de la loi du 25 novembre 1889 portant que « lorsqu'une » commune est le siège de deux ou de trois justices de paix, chaque canton » est présumé avoir la moitié ou le tiers de la population totale des deux » ou trois cantons ». La loi projetée ne créant pas un nouveau canton, rien ne sera changé à l'état de choses existant.

Les résultats de l'expérience tentée à Bruxelles justifieront, peut-être ultérieurement, la création de tribunaux de police spéciaux dans les grands centres divisés en plusieurs cantons judiciaires.

Le Ministre de la Justice,

H. CARTON DE WIART.

(4)

**Projet de loi étendant la compétence
des juges de paix.**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

... tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé
de présenter en Notre nom, aux Cham-
bres législatives, le projet de loi dont
la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

L'article 2, les alinéas 1 et 2 de
l'article 3 et l'article 7 de la loi du
25 mars 1876 sont remplacés par les
dispositions suivantes :

« **ART. 2.** — Les juges de paix con-
naissent de toutes les actions civiles, en
dernier ressort, jusqu'à la valeur de
300 francs, et, en premier ressort,
jusqu'à la valeur de 600 francs.

» **ART. 3, alinéas 1 et 2.** — Ils con-
naissent, en dernier ressort, jusqu'à la
valeur de 300 francs, et, en premier
ressort, à quelque valeur que la de-
mande puisse s'élever :

» 1° Des actions en paiement de
loyers ou fermages, des congés, des
demandes en résiliation de baux fondées
sur le seul défaut de paiement, des
expulsions de lieux et des demandes en
validité ou en mainlevée de saisie gage-

**Ontwerp van wet tot uitbreiding van
de bevoegdheid der vrederechters.**

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van
Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast
met in Onzen naam aan de Wetgevende
Kamers het wetsontwerp aan te bieden,
waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Het artikel 2, de alinea's 1 en 2 van
het 3^{de} artikel en artikel 7 der wet van
25 Maart 1876 zijn door de volgende
bepalingen vervangen :

« **ART. 2.** — De vrederechters ne-
men kennis van al de burgerlijke rechts-
vorderingen, zonder hooger beroep,
tot eene geldsom van 300 frank, en,
behoudens hooger beroep, tot eene
geldsom van 600 frank.

» **ART. 3, alinea's 1 en 2.** — Zij ne-
men kennis, zonder hooger beroep, tot
eene geldsom van 300 frank, en, behou-
dens hooger beroep, tot welke som de
eisch moge loopen :

» 1° Van de rechtsvorderingen tot
betaling van huren of pachten, van de
opzeggingen, van de eischen tot ont-
binding van huur blootelijk ter zake
van wanbetaling, van de plaatsontui-
mingen en van de eischen tot geldig-

rie, pourvu que le prix annuel de la location n'excède pas 600 francs.

» ART 7. — Quand la valeur de la demande dépasse 600 francs, ils se déclareront pareillement incompétents, dans les cas prévus aux n^{os} 1, 2, 3, 4, 9, 10 et 11 de l'article 3, si le titre, la propriété, les droits de servitude ou la mitoyenneté du mur sont contestés ».

ART. 2.

Le chiffre de 300 francs est substitué au chiffre de 100 francs aux articles 8 et 21 de la loi du 7 octobre 1886 (Code rural).

ART. 3.

Les dispositions suivantes sont ajoutées à la loi du 25 mars 1876, à la suite de l'article 3 :

« ART. 3^{bis}. — Les juges de paix connaissent, en premier ressort, des demandes en pension alimentaire n'excédant pas en totalité 600 francs par an, fondées sur les articles 205, 206 et 207 du Code civil.

» ART. 3^{ter}. — Les juges de paix peuvent autoriser une femme mariée à ester en justice devant leur tribunal, lorsqu'elle n'obtient pas cette autorisation de son mari entendu ou dûment appelé par voie de simple avertissement. »

ART. 4.

Il est créé, à Bruxelles, une justice de paix supplémentaire dont le titulaire est chargé, avec deux suppléants, d'assurer le service du tribunal de police.

verklaring of opheffing van pandbeslag, mits de huur, over het jaar berekend, niet meer dan 600 frank bedraagt.

» ART. 7. — Wanneer de waarde van den eisch 600 frank te boven gaat, zullen zij zich eveneens onbevoegd verklaren, in de gevallen bij n^{rs} 1, 2, 3, 4, 9, 10 en 11 van artikel 3 voorzien, indien de titel, de eigendom, de rechten van erfdienstbaarheid of de gemeenschap van den muur worden bestreden. »

ART. 2.

Het getal 100 frank wordt door het getal 300 frank vervangen in de artikelen 8 en 21 der wet van 7 October 1886 (Landwetboek).

ART. 3.

De volgende bepalingen worden toegevoegd aan de wet van 25 Maart 1876, na artikel 3 :

« ART. 3^{bis}. — De vrederechters nemen, behoudens hooger beroep, kennis van de eischen tot bekoming van kostgeld, ten bedrage van niet meer dan 600 frank in het geheel per jaar, gegrond op de artikelen 205, 206 en 207 van het Burgerlijk Wetboek.

» ART. 3^{ter}. — De vrederechters mogen eene gehuwde vrouw toelaten vóór hunne rechtbank in rechten te verschijnen, wanneer zij die toelating niet verkrijgt van haren echtgenoot, die werd gehoord of behoorlijk opgeroepen bij eenvoudige waarschuwing. »

ART. 4.

Een aanvullingsvredegerecht wordt te Brussel opgericht, waarvan de titularis, met twee plaatsvervangers, belast is met de waarneming van den dienst der politierechtbank.

Dispositions transitoires.**ART. 5.**

Les affaires régulièrement introduites avant l'entrée en vigueur de la présente loi seront continuées devant le juge qui en sera saisi.

Dans toutes les instances dans lesquelles n'est intervenu aucun jugement interlocutoire ni définitif, le droit d'interjeter appel sera réglé d'après les dispositions de la présente loi.

Donné à Ostende, le 26 juin 1911.

Overgangsbepalingen.**ART. 5.**

De zaken, regelmatig aanhangig gemaakt vóór de invoering dezer wet, worden voortgezet vóór den rechter bij wien zij werden aangebracht.

Voor al de rechtsvorderingen, waarin geen interlocutoir of eindvonnis is gevallen, wordt het recht om in hooger beroep te gaan geregeld naar de bepalingen van deze wet.

Gegeven te Oostende, den 26^a Juni 1911.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE

De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WÍART.



(14)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 27 JUNI 1914.

Ontwerp van wet tot uitbreiding van de bevoegdheid der vrederechters.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Het u ter overweging aangeboden wetsontwerp bedoelt een vraagstuk op te lossen, dat sedert lange jaren allen bezig houdt, die belang stellen in de verbetering onzer rechterlijke organisatie : namelijk de uitbreiding van de bevoegdheid der vrederechters.

Behalve eene vermindering der gerechtskosten en eene vluigere rechtspleging, in een zeker getal processen, mag men van deze hervorming nuttige gevolgen verwachten, waardoor de rechtbanken van eersten aanleg in beduidende mate ontlast zouden zijn.

Benevens deze hoofdhervorming, voert het ontwerp in onze wetten op de rechterlijke organisatie en de rechtspleging nog hervormingen in van minderen rang, die verder aangeduid zullen worden.

* *

Het hoeft niet nog den lof uit te spreken van onze kantongerechten. Wanneer een rechtsgeschied niet meer te voorkomen is, beslecht de vrederechter het op even spoedige als weinig bezwarende wijze. Dat is de reden van de voorliefde, welke deze voor de belanghebbenden gemakkelijk toegankelijke jurisdictie in België te beurt valt. De eerlijkheid en het plichtsbesef der magistraten die er aan het hoofd van staan, heeft nog bijgedragen tot populariseering van hare instelling. Ook was de Nationale Commissie voor de kleine burgerij het eens met het algemeen gevoelen, wanneer zij, bij het sluiten van hare werkzaamheden, den wensch uitte dat, vóór alle

andere rechterlijke hervormingen, die zouden worden bewerkstelligd welke het kantongerecht betreffen, en dat zij bovenaan deze hervormingen de uitbreiding van de bevoegdheid der vrederechters stelde.

Aan deze wenschen geeft het wetsontwerp gehoor. Bij de artikelen 1, 2 en 3 worden de algemeene bevoegdheid en de bijzondere bevoegdheid der vrederechters uitgebreid. Naar het voorbeeld der Fransche wet van 6 Juli 1905, wordt bij die artikelen het beloop der algemeene bevoegdheid, in laatsten aanleg, van 100 frank tot 300 frank en, in eersten aanleg, van 300 frank tot 600 frank verhoogd. Met die bedragen worden daarbij ook de wetsbepalingen in overeenstemming gebracht, die de bijzondere bevoegdheid der vredegerichten regelen.

In denzelfden gedachtengang, wordt bij artikel 3 aan den vrederechter de bevoegdheid toegekend om kennis te nemen van de eischen ter bekoming van kostgeld ten bedrage van niet meer dan 600 frank in het geheel per jaar, op grond van de artikelen 205, 206 en 207 van het Burgerlijk Wetboek. Het geldt hier zaken waar 't vooral om feiten gaat, en waarbij de verzoenende invloed van den vrederechter de heilzaamste gevolgen kan afwerpen.

Hetzelfde artikel, waarbij de vrederechter de bevoegdheid krijgt om eene gehuwde vrouw, bij gebreke aan machtiging van haren echtgenoot, toe te laten vóór zijne rechtbank in rechten te verschijnen, ruimt eene anomalie uit onze rechtspleging en brengt beduidende vereenvoudiging mede.

Een wetsvoorstel, het eerst voorgebracht door den heer Destrée, en sedert 3 April 1901 bij de Kamer der Volksvertegenwoordigers aanhangig, voorzag gedeeltelijk in deze twee hervormingen.

De zooeven besproken bepalingen laten artikel 17 van het Wetboek van burgerlijke rechtspleging onveranderd.

De bevoegdheidsuitbreiding, die het ontwerp tracht te verwezenlijken, zal ook dat groote voordeel hebben de rechtbanken van eersten aanleg in de stadscentra te ontlasten, het recht nader te brengen tot den rechtzoekende, de rechtspleging te vereenvoudigen en de kosten te verminderen; kortom, in een groot getal zaken, met meer gemak, meer spoed en minder kosten recht te bekomen.

Zij biedt niets overdrevens, wanneer rekening wordt gehouden met de waarde onzer kantonrechters, met de voorwaarden waarin hunne aanwerving geschiedt en met de waarborgen van onpartijdigheid en wetenschap, door hen gegeven. Enkelen, steunend op de waardevermindering van het geld en op het nut dat de uitbreiding der bevoegdheid van den kantonrechter oplevert ten aanzien van zaken van gering belang, die bezwaarlijk de kosten verdragen, veroorzaakt door eene rechtsvordering vóór de arrondissementsrechtbanken, zullen wellicht van oordeel zijn dat de hervorming te weinig doortastend is. De Regceering denkt echter binnen de juiste grenzen te zijn gebleven, waar zij zich houdt aan het cijfer van 600 frank dat door de Nationale Commissie voor de kleine burgerij, voor den eersten aanleg voorgesteld, en dat door den Franschen wetgever aangenomen werd.

Bestaat de zekerheid, dat het aannemen van de bepalingen betreffende de uitbreiding van de bevoegdheid der vrederechters tot eene beduidende verlichting van de taak der rechtbanken van eersten aanleg zal leiden, met minder juistheid zou vooralsnog kunnen worden bepaald, welke gevolgen zij zullen medebrengen ten aanzien van den last die er voor de meeste vredegerichten uit voortvloeien zal. De zaken, welke aan de bevoegdheid van de rechtbanken van eersten aanleg zijn onttrokken, zullen in zeer ongelijke mate verdeeld worden onder de verschillende vredegerichten van het arrondissement. Aan een groot getal zal bij wijze van minnelijke schikking een einde kunnen worden gemaakt.

Dienvolgens zal de Regeering, van af de invoering der wet, nauwkeurig dezer gevolgen hebben na te gaan. Zij zal er aan houden, zich door een algemeen onderzoek te vergewissen van den meerderen arbeid, dien zij den kantonrechters oplegt, en, in voorkomend geval, zal zij het initiatief hebben te nemen der maatregelen die zouden kunnen moeten aangenomen worden tot ontlasting van zekere vredegerichten, alsmede van de wijzigingen, die zouden moeten gebracht worden aan de regelen ter bepaling van de jaarwedden.

Maar nu reeds dringt een maatregel zich op. Aan de taak der vrederechters van de kantons Brussel kan niet meer worden toegevoegd. Gedurende het rechterlijk jaar 1908-1909 bedroeg onderscheidenlijk het getal der, hetzij in der minne, hetzij bij vonnis, beslechte burgerlijke zaken 1,395 en 907 zaken in het eerste kanton Brussel, 1,722 en 831 in het tweede kanton, 1,863 en 1,847 in het derde kanton. Ook de verrichtingen der genadige jurisdictie bereiken een beduidend cijfer. Eindelijk, de zaken, waar de politierechtbank gedurende het jaar 1909 kennis heeft moeten van nemen, gaven aanleiding tot 17,165 vonnissen in politiezaken en tot 1,224 beschikkingen wegens landlooperij en bedelarij.

De vermeerdering van het getal burgerlijke zaken, waar de aanneming van het ontwerp noodzakelijk toe leidt, moet dienvolgens weder worden goed gemaakt door een onmiddellijke verlichting. Met dat doel wordt, bij artikel 4, een aanvullingsvredegerecht te Brussel opgericht, welks titularis uitsluitend met den dienst der politierechtbank zal zijn belast. Het toekennen aan een enkel magistraat van de menigvuldige strafzaken, waar de drie vrederechters van Brussel thans beurteling dienen kennis van te nemen, zal voor gevolg hebben de drie vrederechters van Brussel te ontslaan van een belangrijken dienst en de eenheid van rechtspraak in strafzaken te verzekeren in de drie kantons.

Het oprichten van deze politierechtbank zal geen invloed oefenen op de indeeling der vredegerichten van Brussel. Op deze blijven de bepalingen der wet van 25 November 1889 van toepassing, naar luid van welke « wanneer eene gemeente de zetel is van twee of van drie vredegerichten, » wordt ieder kanton verondersteld de helft of het derde der geheele » bevolking der twee of der drie kantons te tellen ». Daar de voorgestelde wet geen nieuw kanton opricht, blijft de thans bestaande zakentoestand onveranderd.

De resultaten, die de te Brussel ondernomen proef zullen opleveren, kunnen mogelijk later de vorming rechtvaardigen van bijzondere politie-rechtbanken voor de groote centra, in verschillende rechterlijke kantons verdeeld.

De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WIART.

**Projet de loi étendant la compétence
des juges de paix.**

**Ontwerp van wet tot uitbreiding van
de bevoegdheid der vrederechters.**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé
de présenter en Notre nom, aux Cham-
bres législatives, le projet de loi dont
la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

L'article 2, les alinéas 1 et 2 de
l'article 3 et l'article 7 de la loi du
25 mars 1876 sont remplacés par les
dispositions suivantes :

« **ART. 2.** — Les juges de paix con-
naissent de toutes les actions civiles, en
dernier ressort, jusqu'à la valeur de
300 francs, et, en premier ressort,
jusqu'à la valeur de 600 francs.

» **ART. 3, alinéas 1 et 2.** — Ils con-
naissent, en dernier ressort, jusqu'à la
valeur de 300 francs, et, en premier
ressort, à quelque valeur que la de-
mande puisse s'élever :

» 1^o Des actions en paiement de
loyers ou fermages, des congés, des
demandes en résiliation de baux fondées
sur le seul défaut de paiement, des
expulsions de lieux et des demandes en
validité ou en mainlevée de saisie gage-

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van
Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast
met in Onzen naam aan de Wetgevende
Kamers het wetsontwerp aan te bieden,
waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Het artikel 2, de alinea's 1 en 2 van
het 3^{de} artikel en artikel 7 der wet van
25 Maart 1876 zijn door de volgende
bepalingen vervangen :

« **ART. 2.** — De vrederechters ne-
men kennis van al de burgerlijke rechts-
vorderingen, zonder hooger beroep,
tot eene geldsom van 300 frank, en,
behoudens hooger beroep, tot eene
geldsom van 600 frank.

» **ART. 3, alinea's 1 en 2.** — Zij ne-
men kennis, zonder hooger beroep, tot
eene geldsom van 300 frank, en, behou-
dens hooger beroep, tot welke som de
eisch moge loopen :

» 1^o Van de rechtsovereenkomsten tot
betaling van huren of pachten, van de
opzeggingen, van de eischen tot ont-
binding van huur blootelijk ter zake
van wanbetaling, van de plaatsontvui-
ningen en van de eischen tot geldig-

rie, pourvu que le prix annuel de la location n'excède pas 600 francs.

» ART 7. — Quand la valeur de la demande dépasse 600 francs, ils se déclareront pareillement incompétents, dans les cas prévus aux n^{os} 1, 2, 3, 4, 9, 10 et 11 de l'article 3, si le titre, la propriété, les droits de servitude ou la mitoyenneté du mur sont contestés ».

ART. 2.

Le chiffre de 300 francs est substitué au chiffre de 100 francs aux articles 8 et 21 de la loi du 7 octobre 1886 (Code rural).

ART. 3.

Les dispositions suivantes sont ajoutées à la loi du 25 mars 1876, à la suite de l'article 3 :

« ART. 3^{bis}. — Les juges de paix connaissent, en premier ressort, des demandes en pension alimentaire n'excédant pas en totalité 600 francs par an, fondées sur les articles 205, 206 et 207 du Code civil.

» ART. 3^{ter}. — Les juges de paix peuvent autoriser une femme mariée à ester en justice devant leur tribunal, lorsqu'elle n'obtient pas cette autorisation de son mari entendu ou dûment appelé par voie de simple avertissement. »

ART. 4.

Il est créé, à Bruxelles, une justice de paix supplémentaire dont le titulaire est chargé, avec deux suppléants, d'assurer le service du tribunal de police.

verklaring of opheffing van pandbeslag, mits de huur, over het jaar berekend, niet meer dan 600 frank bedraagt.

» ART. 7. — Wanneer de waarde van den eisch 600 frank te boven gaat, zullen zij zich eveneens onbevoegd verklaren, in de gevallen bij n^{rs} 1, 2, 3, 4, 9, 10 en 11 van artikel 3 voorzien, indien de titel, de eigendom, de rechten van erfdiensbaarheid of de gemeenschap van den muur worden bestreden. »

ART. 2.

Het getal 100 frank wordt door het getal 300 frank vervangen in de artikelen 8 en 21 der wet van 7 October 1886 (Landwetboek).

ART. 3.

De volgende bepalingen worden toegevoegd aan de wet van 25 Maart 1876, na artikel 3 :

« ART. 3^{bis}. — De vrederechters nemen, behoudens hooger beroep, kennis van de eischen tot bekoming van kostgeld, ten bedrage van niet meer dan 600 frank in het geheel per jaar, gegrond op de artikelen 205, 206 en 207 van het Burgerlijk Wetboek.

» ART. 3^{ter}. — De vrederechters mogen eene gehuwde vrouw toelaten vóór hunne rechtbank in rechten te verschijnen, wanneer zij die toelating niet verkrijgt van haren echtgenoot, die werd gehoord of behoorlijk opgeroepen bij eenvoudige waarschuwing. »

ART. 4.

Een aanvullingsvrederecht wordt te Brussel opgericht, waarvan de titularis, met twee plaatsvervangers, belast is met de waarneming van den dienst der politierechtbank.

Dispositions transitoires.**ART. 5.**

Les affaires régulièrement introduites avant l'entrée en vigueur de la présente loi seront continuées devant le juge qui en sera saisi.

Dans toutes les instances dans lesquelles n'est intervenu aucun jugement interlocutoire ni définitif, le droit d'interjeter appel sera réglé d'après les dispositions de la présente loi.

Donné à Ostende, le 26 juin 1911.

Overgangsbepalingen.**ART. 5.**

De zaken, regelmatig aanhangig gemaakt vóór de invoering dezer wet, worden voortgezet vóór den rechter bij wien zij werden aangebracht.

Voor al de rechtsvorderingen, waarin geen interlocutoir of eindvonnis is gevallen, wordt het recht om in hooger beroep te gaan geregeld naar de bepalingen van deze wet.

Gegeven te Oostende, den 26ⁿ Juni 1911.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WIART.

